



**PRÉFET
DE LA MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 18/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TOTALENERGIES PETROCHEMICALS FRANCE

Usine de Carling
BP 90290
57500 Saint-Avold

Références : ST-AVOLD_TEPF_RW_2025-10-16_RAPVI-MED_MFM_02192
Code AIOT : 0006201749

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/10/2025 dans l'établissement TOTALENERGIES PETROCHEMICALS FRANCE implanté Usine de Carling BP 90290 57500 Saint-Avold. L'inspection a été annoncée le 08/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées et porte notamment sur les réservoirs BC315 et BC317A et BC317B.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TOTALENERGIES PETROCHEMICALS FRANCE

- Usine de Carling BP 90290 57500 Saint-Avoid
- Code AIOT : 0006201749
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société TotalEnergies Petrochemicals France (TEPF) exploite au sein du secteur Résines Logistique Utilités (RLU) un atelier de production de résines W à partir de monomères non produits sur le site et commercialisées sous forme de pastilles claires (atelier RW).

L'atelier RW est notamment réglementé par les arrêtés préfectoraux :

- 2006-DEDD/1-307 du 22 août 2006 modifié ("arrêté cadre") ;
- 2015-DLP-BUPE-285 du 17 septembre 2015 modifié (arrêté atelier RW).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Recensement des réservoirs aériens et cuvettes associées soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article point 3 de l'annexe I (partiel)	Demande d'action corrective	3 mois
6	Couronnes d'arrosage et déversoirs mousse	Arrêté Préfectoral du 17/09/2015, article 5.1.5.6 (partiel)	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	État des matières stockées - liquides inflammables	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 30 (partiel)	Sans objet
3	Entretien et surveillance des cuvettes de rétention	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 22-1-2 (partiel)	Sans objet
4	Dispositifs de sécurité liés au risque de débordement	Arrêté Préfectoral du 17/09/2015, article 5.1.5.1 (partiel)	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	des réservoirs		
5	Dispositifs de sécurité liés aux risques d'explosion des réservoirs	Arrêté Préfectoral du 17/09/2015, article 5.1.5.2 (partiel)	Sans objet
7	Extincteurs	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 37 (partiel)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort notamment de la visite du 16 octobre 2025, la nécessité de :

- mettre à jour, dans un délai de trois mois, le recensement des installations de l'atelier RW, au titre du plan de modernisation des installations industrielles (PMII), tel que requis à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié susmentionné (cf. point de contrôle n°2) ;
- transmettre, dans un délai de trois mois, les justificatifs concernant la délivrance des débits requis par les couronnes d'arrosage et les déversoirs mousses des réservoirs BC315, BC317A et BC317B et les réparations réalisées suite au test du 9 juin 2025 (cf. point de contrôle n°6).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des matières stockées - liquides inflammables

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 30 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks
Prescription contrôlée : <u>article 30 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié</u> "L'exploitant tient un inventaire des stocks par réservoir. Cet inventaire est réalisé tous les jours, [...]. L'exploitant dispose sur le site et avant réception des matières des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses stockées ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées [...]." Constats : Les constats relatifs à ce point de contrôle sont confidentiels et n'appellent pas d'observation. Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Recensement des réservoirs aériens et cuvettes associées soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article point 3 de l'annexe I (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, plan de modernisation des installations industrielles (PMII)
Prescription contrôlée :

point 3 de l'annexe I (partiel) de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié

"[...] Le système de gestion de la sécurité définit également les actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement des équipements mis en place dans l'établissement et à la corrosion. Elles permettent a minima :

- [...] le recensement des réservoirs visés à l'article 29 de l'arrêté du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités dans un stockage soumis à autorisation au titre des rubriques 4330, 4331, 4722, 4734 et 1436 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ; [...]"

article 29-1 (partiel) de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié

"Tout réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un plan d'inspection définissant la nature, l'étendue et la périodicité des contrôles à réaliser en fonction des produits contenus et du matériau de construction du réservoir et tenant compte des conditions d'exploitation, de maintenance et d'environnement. [...]."

article 1 (partiel) de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié

"I.-Sont considérés comme relevant du présent arrêté les stockages en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités :

1. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement dites rubriques liquides inflammables ;

2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation selon une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites liquides inflammables , dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation dépassent 1 000 tonnes.

[...]

III.-Pour les installations relevant du I-1 ou I-2, les dispositions du présent arrêté sont applicables à l'ensemble des stockages en réservoirs aériens de liquides de mention de danger H224, H225 et H226, [...]"

Constats :

Les réservoirs aériens cylindriques à axe horizontal BC315 (AMS), BC317 A (AMS) et BC317 B (xylènes) sont des réservoirs de stockage de capacité équivalente supérieure à 10 m³, contenant des liquides inflammables (phrase de risque H226) soumis au plan de modernisation des installations industrielles (PMII) au titre de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié susmentionné. Les cuvettes de rétention associées à ces réservoirs sont également soumises au

PMII.

Lors de la visite du 16 octobre 2025, l'inspection des installations classées constate, par sondage et sur la base des documents présentés par l'exploitant, que :

- la procédure de gestion du PMII TEPF.PGE.81 du 16 décembre 2021, n'intègre pas les installations relevant du PMII au titre de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié ;
- les réservoirs BC315, BC317A et BC317B et cuvettes associées ne sont pas identifiés dans la liste des équipements soumis au PMII de l'atelier RW présentée lors de la visite ;
- les réservoirs BC315, BC317A et BC317B et cuvettes associées sont cependant suivis par le service d'inspection reconnus (SIR) au titre du suivi volontaire à une fréquence annuelle pour les cuvettes et une fréquence décennale pour les réservoirs, sur la base du logiciel de référencement interne au SIR ;
- les réservoirs BC317A et BC317B ont fait l'objet d'une visite en marche en 2020 et 2022 par le SIR ;
- les réservoirs BC317A et BC317B ont fait l'objet d'une visite d'inspection interne et externe avec mesure d'épaisseur en 2021 par le SIR ;
- les cuvettes de rétention des réservoirs BC315, BC317A et BC317B font l'objet d'un suivi (cf. point de contrôle n°3).

L'exploitant déclare, lors de la visite du 16 octobre 2025, que le périmètre du PMII est en cours de mise à jour et s'est engagé à ajouter les équipements manquants relevant du PMII.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant, dans un délai de 3 mois, de mettre à jour le recensement des installations de l'atelier RW, au titre du PMII, tel que requis à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié susmentionné.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Entretien et surveillance des cuvettes de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 22-1-2 (partiel)

Thème(s) : Risques accidentels, plan de modernisation des installations industrielles (PMII)

Prescription contrôlée :

"Les rétentions [...]"

Elles font l'objet d'une maintenance appropriée. L'exploitant définit par procédure d'exploitation les modalités de réalisation d'un examen visuel courant régulier et d'un examen visuel annuel approfondi."

Constats :

Par sondage, la visite a porté sur la cuvette de rétention du réservoir bi-compartmenté (BC317A et BC317B).

Lors de la visite du 16 octobre 2025, l'inspection des installations classées constate, en salle de contrôle et sur la base des documents présentés par l'exploitant, que, même si les cuvettes de rétention ne sont pas référencées dans les équipements soumis au PMII :

- l'exploitant réalise un contrôle annuel approfondi de la cuvette de rétention des réservoirs BC317A et BC317B, sur la base des contrôles réalisés par un organisme extérieur entre 2020 et 2025. Les contrôles sont réalisés selon les recommandations du guide de surveillance des cuvettes de rétention DT92 de mai 2011 ;
- que les ouvrages sont classés 2 "opérations correctives nécessaires" depuis 2023 (présence de fissures comprises entre 0,2 et 1 mm classés en désordres D2). L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier le plan d'actions envisagé au regard des désordres constatés ;
- l'exploitant prévoit, dans sa procédure d'opérations périodiques TEPF-RLU-RES-MO-RW-GENE-14 du 25 mars 2025, un examen visuel courant à une fréquence bimensuelle ;
- que les contrôles courants sont réalisés à une fréquence mensuelle au lieu de bimensuelle, sur la base des fiches complétées par les opérateurs. L'exploitant s'est engagé lors de la visite à mettre en place, dès à présent, les contrôles courants à la fréquence prévue dans la procédure susmentionnée.

Considérant que le guide professionnel DT92, sur lequel l'exploitant s'appuie pour mettre en œuvre son programme de surveillance des réservoirs BC317A et BC317B, mentionne que les opérations correctives doivent être mises en œuvre au plus tard 5 ans après la date de validation de la fiche de surveillance, l'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que le plan d'action doit être mis en œuvre au plus tard en décembre 2027.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Dispositifs de sécurité liés au risque de débordement des réservoirs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/09/2015, article 5.1.5.1 (partiel)

Thème(s) : Risques accidentels, dispositifs de sécurité

Prescription contrôlée :

"Chaque bac est muni d'au moins une mesure de niveau, qui est retransmise, [...] et alarmée en salle de contrôle. Une sécurité de niveau haut entraîne l'arrêt de l'alimentation de chaque bac par fermeture automatique de la vanne d'alimentation. [...]"

Constats :

Les constats relatifs à ce point de contrôle sont confidentiels et n'appellent pas d'observation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Dispositifs de sécurité liés aux risques d'explosion des réservoirs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/09/2015, article 5.1.5.2 (partiel)

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de sécurité
Prescription contrôlée : "[...] Chaque bac est muni d'une alarme de pression basse du ciel d'azote du bac reportée en salle de contrôle. En cas de déclenchement de l'alarme, l'exploitant met en œuvre des dispositions préétablies (arrêt de soutirage, fermeture du trou d'homme...) dans une consigne. [...] Chaque bac est muni d'une mesure continue de la température, avec alarme température haute indépendante de la mesure reportée en salle de contrôle. En cas de déclenchement de l'alarme, l'exploitant met en œuvre des dispositions préétablies dans une consigne."
Constats : Les constats relatifs à ce point de contrôle sont confidentiels et n'appellent pas d'observation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Couronnes d'arrosage et déversoirs mousse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/09/2015, article 5.1.5.6 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : <u>article 5.1.5.6 (partiel) de l'arrêté préfectoral n°2015-DLP-BUPE-285 du 17 septembre 2015 modifié</u> "Les réservoirs BC315 et BC317A et B sont situés dans des cuvettes de rétention équipées de déversoirs de mousse. Chaque réservoir est équipé d'une couronne d'arrosage débitant au moins 700 litres par minute par bac. [...]" <u>article 43-6 (partiel) de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié</u> "Des consignes, procédures ou documents précisent : -les dispositions générales concernant l'entretien et la vérification des moyens d'incendie et de secours ; [...]"
Constats : Les constats relatifs à ce point de contrôle sont confidentiels et n'appellent pas d'observation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre, dans un délai de trois mois, les justificatifs concernant : <ul style="list-style-type: none"> la délivrance des débits requis par les couronnes d'arrosage et les déversoirs mousses des réservoirs BC315, BC317A et BC317B ; les réparations réalisées suite au test du 9 juin 2025.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 37 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>article 37 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié</u> "L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place [...]"</p> <p><u>article 43-6 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié</u> "Des consignes, procédures ou documents précisent : - les dispositions générales concernant l'entretien et la vérification des moyens d'incendie et de secours ; [...]"</p> <p><u>article 43-5 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié</u> "L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux règles en vigueur, notamment : - d'extincteurs répartis sur l'ensemble du site [...]"</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 16 octobre 2025, l'inspection des installations classées constate sur le terrain et sur la base de la procédure TEPF.PGE.37.DA.01 du 6 mars 2024 :</p> <ul style="list-style-type: none"> la présence de 4 extincteurs au niveau de la zone des réservoirs BC315, BC317A et B ; que la dernière vérification réalisée date d'août 2024 pour l'ensemble des extincteurs contrôlés alors que la procédure susmentionnée prévoit une fréquence de vérification annuelle. <p>L'exploitant a transmis, par courriel du 5 novembre 2025, des justificatifs concernant la réalisation des vérifications sur les extincteurs de l'atelier RW en 2025.</p>
Type de suites proposées : Sans suite